

APPEL À L'ACTION

Conférence internationale sur le sida et les IST en Afrique,
Abidjan, Côte d'Ivoire, décembre 2017

L'action communautaire est primordiale pour atteindre les objectifs mondiaux de santé pour l'Afrique à l'horizon 2030

La contribution des communautés est vitale à l'amélioration de la santé.¹ Dans les pays où les systèmes de santé sont soutenus par la société civile et les communautés,² des progrès remarquables peuvent être réalisés pour améliorer la santé de tous.³ Dans le cadre des efforts déployés depuis longtemps au sein de la réponse mondiale au VIH, à la tuberculose et au paludisme, l'action communautaire a joué un rôle central dans l'atteinte de nombreuses étapes. Cela vaut également pour les approches adoptées pour freiner la propagation du virus Ebola et éradiquer la poliomyélite.^{4,5,6}

Dans le contexte du VIH, l'action communautaire regroupe les activités menées par la communauté en réponse au VIH. Ces activités comprennent: (1) le plaidoyer, les campagnes et la participation de la société civile à la prise de décision, au suivi et à la communication des progrès accomplis dans la mise en œuvre des réponses au VIH; (2) la participation directe à la prestation de services; (3) la participation directe à la recherche; (4) le financement communautaire. L'action communautaire élimine le cloisonnement et fait partie intégrante des systèmes de santé nationaux résilients et durables, qui contribuent à leur tour à la réalisation des objectifs mondiaux et nationaux.

L'action communautaire est ancrée dans les engagements et déclarations au niveau mondial et régional:

- Les objectifs de développement durable (ODD) représentent un programme de transformation dirigé par les individus et fondé sur les principes de transparence, de participation et d'inclusion.⁷
- La Déclaration politique de 2016 sur le VIH et le sida stipule que 6% des dépenses totales⁸ devraient être affectés à l'action communautaire.
- Le Sommet humanitaire mondial a conduit à des engagements sur la Charte pour le changement, qui fixe un objectif spécifique de 20% du financement humanitaire affecté aux organisations de la société civile du Sud d'ici le mois de mai 2018.⁹ «Grand Bargain» (grand compromis), un autre résultat majeur du sommet, cherche à rendre le financement de l'aide d'urgence plus efficace, en s'engageant à «un objectif global cumulé d'au moins 25% du financement humanitaire attribué aux intervenants locaux et nationaux aussi directement que possible».^{10,11}
- Le nouveau Cadre de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) sur les services de santé intégrés centrés sur les personnes reconnaît la nécessité de placer les personnes et les communautés, et non les maladies, au centre des systèmes de santé et privilégie la responsabilisation des individus par rapport à leur propre santé, plutôt que des bénéficiaires passifs de services.¹²

- La Stratégie africaine de la santé 2016-2030, et le Cadre catalytique pour éradiquer le sida, la tuberculose et éliminer le paludisme en Afrique d'ici 2030, comprennent l'action communautaire pour aider à faire face aux effets des urgences de santé publique d'une manière plus systématique et complète.
- Une nouvelle initiative majeure visant à recruter, former et déployer rapidement deux millions d'agents de santé communautaires en Afrique a été approuvée par les chefs d'État africains en juillet 2017.

Toutefois, **les engagements politiques ne se sont pas traduits en actions.** Selon le Rapport mondial sur l'aide humanitaire de 2016, par exemple, le financement fourni directement aux ONG locales et nationales ne représentait que 0,4% de l'aide humanitaire internationale en 2015.¹³ En 2014, l'ONUSIDA a estimé que le financement des services dirigés par la communauté représentait environ 1% du total des ressources mondiales attribuées au financement de la réponse au sida, et que ce montant devrait passer à 4% d'ici 2030¹⁴ afin d'atteindre les objectifs mondiaux de lutte contre le sida.

Afin de combler l'écart flagrant entre les engagements et le soutien réellement apporté à l'action communautaire, **nous appelons les gouvernements africains et leurs partenaires de développement à:**

1. Financer l'action communautaire dans sa totalité de sources internationales et nationales.
2. Intégrer l'action communautaire dans les plans nationaux de mise en œuvre des ODD et de la santé, y compris dans le renforcement des systèmes de santé nationaux et dans les stratégies et budgets de couverture sanitaire universelle (CSU).
3. Protéger les communautés contre la violence et la discrimination et mettre fin à la criminalisation des populations clés.
4. Faire de l'action communautaire une partie intégrante des réponses et interventions aux situations d'urgence et humanitaires dans des contextes complexes.

Rejoignez-nous et appelez les gouvernements africains et les partenaires de développement à investir et à soutenir l'action communautaire pour atteindre les objectifs mondiaux en matière de santé d'ici 2030.

Soutenez l'action communautaire en envoyant le nom de votre organisation à CSOstatement@aidsalliance.org

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Financer l'action communautaire dans sa totalité de sources internationales et nationales

L'ONUSIDA a estimé que, pour atteindre les objectifs accélérés, les investissements dans la mobilisation communautaire devraient être multipliés par trois d'ici à 2020 pour atteindre 3% des ressources totales consacrées à la réponse dans les pays à revenu faible et intermédiaire, et la fourniture communautaire de traitements antirétroviraux (TAR) devrait atteindre 3,8% de l'investissement total. En 2016, les États membres se sont engagés à atteindre 6% des dépenses totales de lutte contre le sida attribuées à l'action communautaire.¹⁵ Il est temps de changer la manière dont les gouvernements et les bailleurs de fonds réfléchissent à, planifient et financent l'action communautaire locale, afin de créer des systèmes résilients et durables pour la santé et le développement.

Intégrer l'action communautaire dans les plans nationaux de mise en œuvre des ODD et de la santé, y compris dans le renforcement des systèmes de santé nationaux et dans les stratégies et budgets de couverture sanitaire universelle (CSU)

Les communautés sont des partenaires essentiels pour fournir à tous ceux qui en ont besoin des services équitables, fondés sur des données probantes, sensibles au genre et centrés sur la personne, et produire des résultats horizontaux pour l'ensemble du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les pays doivent faciliter la création de plans et plateformes multisectoriels efficaces qui impliquent de manière significative les populations clés et les personnes affectées par les maladies dans la mise en œuvre des ODD. Les pays doivent également veiller à ce que les rapports nationaux de suivi, y compris les rapports nationaux de revue volontaire sur les ODD, comprennent des données sur l'action communautaire, le VIH, les populations clés, les adolescents et les jeunes femmes.

Les États membres des Nations Unies (ONU) ont approuvé la CSU¹⁶ dans une résolution de 2012¹⁷ et l'ont adoptée en tant que cible des ODD en 2015.¹⁸ Les États africains doivent non seulement veiller à ce que les services de prévention, de traitement et de soins existent, mais aussi à ce qu'ils soient accessibles sans discrimination et répondent aux besoins identifiés. La CSU doit être ancrée dans le droit à la santé et assurer un financement adéquat et durable de l'action communautaire en tant que moyen de renforcer les systèmes de santé. Les pays devraient intégrer les leçons tirées de la réponse au VIH dans des domaines tels que la gouvernance, le financement, la prestation de services communautaires, la mobilisation politique, la redevabilité et les droits humains pour faire avancer la CSU. Par exemple, la prestation de services communautaires a un impact mesurable, joue un rôle essentiel dans la création d'une demande de services de qualité, répond aux besoins des groupes marginalisés, notamment des populations clés, des adolescents et des jeunes femmes, et dessert les populations qui n'accèdent pas aux services de santé publique.^{19 20 21}

Pour que l'action communautaire soit intégrée dans les plans nationaux de santé et de développement, les agences des Nations Unies, l'OMS et les États africains doivent travailler à l'élaboration de directives techniques adéquates de haut niveau qui couvrent l'ensemble²² des réponses communautaires à la santé et ses liens avec le système de santé publique formel. Par exemple, la reconnaissance de l'action communautaire dans le programme de travail de l'OMS pour 2019-2023 est un pas essentiel vers l'obtention de meilleurs résultats en matière de santé.

Protéger les communautés contre la violence et la discrimination et mettre fin à la criminalisation des populations clés

Les États africains doivent éliminer les principaux obstacles, notamment les obstacles concernant (1) l'enregistrement et le financement des organisations communautaires; (2) la criminalisation des populations clés et de l'exposition à et la transmission du VIH; (3) les violations des droits humains; la stigmatisation et la discrimination fondées sur l'âge, le genre, l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre, l'ethnicité et la situation migratoire; (4) l'accès inégal à la justice; (5) le manque général de participation démocratique, qui

empêche les communautés de réaliser leur plein potentiel et affecte de manière disproportionnée les populations clés, les adolescents et les jeunes femmes. Ils doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à l'inégalité entre les genres et à la violence basée sur le genre et assurer le plein respect du droit à la santé, y compris la santé sexuelle et reproductive.

En adoptant les ODD, les États membres ont reconnu comme fondamentaux les droits humains et la dignité de l'individu, l'autonomisation de toutes les femmes et filles et la nécessité de l'égalité entre les genres. Les buts et objectifs fixés dans les ODD devraient être atteints pour toutes les nations et tous les peuples, ainsi que tous les segments de la société, sans laisser personne pour compte.²³ Les États doivent respecter, protéger et réaliser les droits de toutes les personnes en interdisant toute forme de discrimination.

Faire de l'action communautaire une partie intégrante des réponses et interventions aux situations d'urgence et humanitaires dans des contextes complexes

Les communautés locales jouent un rôle central dans la prévention, la détection et la réponse aux problèmes de santé. Cela est particulièrement vrai pour répondre aux « futures épidémies hautement infectieuses et à l'augmentation mondiale des maladies chroniques ». ²⁴ En fournissant une assistance vitale dans les situations d'urgence en tant que premiers intervenants, l'action communautaire est indispensable pour répondre aux crises humanitaires et aux besoins des personnes dans des environnements complexes. Les communautés soutiennent les activités de santé et de développement dans des crises de plus en plus complexes et prolongées et opèrent dans des environnements difficiles. Lors du dernier Sommet humanitaire mondial (mai 2016), le processus de consultation a réaffirmé que « les personnes touchées par les crises devraient être au cœur de l'action humanitaire ». ²⁵ La campagne « Une humanité unique, une responsabilité partagée » du Secrétaire général des Nations Unies a appelé la communauté internationale à placer les réponses locales au cœur des efforts humanitaires et à investir dans les capacités locales. ²⁶ Le Sommet humanitaire mondial a conduit à des engagements dans le cadre de la Charte du changement qui définit une cible spécifique de 20% du financement humanitaire attribué aux organisations de la société civile du Sud d'ici mai 2018. ²⁷ « Grand Bargain » (grand compromis), un autre résultat majeur du Sommet, cherche à rendre le financement de l'aide d'urgence plus efficace, en s'engageant à « un objectif global cumulé d'au moins 25% du financement humanitaire attribué aux intervenants locaux et nationaux aussi directement que possible ». ^{28 29}

Cet appel à l'action a été préparé par Stop AIDS Alliance, l'International HIV/AIDS Alliance et Aidsfonds, avec le soutien de Partenariat pour inspirer, transformer et connecter la réponse au VIH (PITCH). Veuillez contacter David Ruiz Villafranca, Conseiller politique principal, Stop AIDS Alliance pour plus d'informations Druiz@stopaidsalliance.org



PITCH
Partnership to Inspire, Transform
and Connect the HIV response

- 1 www.who.int/publications/almaata_declaration_en.pdf
- 2 La communauté est un terme largement utilisé qui n'a pas de définition unique ou fixe. De manière générale, les communautés sont formées par des personnes qui sont connectées les unes aux autres de manière distincte et variée. Les communautés sont diverses et dynamiques, et une personne peut faire partie de plus d'une communauté. Les membres d'une communauté peuvent être connectés du fait de vivre dans la même région ou d'avoir des expériences en commun, par leurs problèmes de santé et autres, leur situation de vie, culture, religion, identité ou valeurs. La définition provient du Cadre de renforcement des systèmes communautaires. Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Geneva, 2014, 1. Disponible : www.theglobalfund.org/media/6428/core_css_framework_fr.pdf
- 3 The following reports discuss local and national forms of civil society and state interaction and achieving health outcomes: Loewenson R. Civil Society-State Interactions. Geneva: WHO/TARSC, 2003. Available: www.tarsc.org/sites/default/files/uploads/pdf/WHOTARSC2.pdf; and UNAIDS. Stronger together: From health and community systems to systems for health. Geneva: UNAIDS, 2016.
- 4 Community-Based Antiretroviral Therapy Delivery: Experiences from MSF. 2015, UNAIDS: Geneva
- 5 Sharp, J., et al. Outcomes of Patients Enrolled in ART Adherence Clubs After Viral Suppression (# 1031). in Conference on Retroviruses and Opportunistic Infections. 2016. Boston, USA.
- 6 Cleary, S., et al., Adherence clubs for long-term provision of anti-retroviral therapy: A cost-effectiveness and access analysis from Khayelitsha, South Africa (in press). *Trop Med Int Health*.
- 7 <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/21252030%20Agenda%20for%20Sustainable%20Development%20web.pdf>
- 8 http://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/UNAIDS_Reference_FastTrack_Update_on_investments_en.pdf
- 9 S.S. Singh. "As Local as Possible, As International as Necessary: Humanitarian Aid International's Position on Localisation" [Online]. Available: charter4change.org/2016/12/16/as-local-as-possible-as-international-as-necessary-humanitarian-aid-internationals-position-on-localisation/
- 10 S.S. Singh. "As Local as Possible, As International as Necessary: Humanitarian Aid International's Position on Localisation" [Online]. Available: charter4change.org/2016/12/16/as-local-as-possible-as-international-as-necessary-humanitarian-aid-internationals-position-on-localisation/
- 11 More information on Charter for Change and the Grand Bargain is available at: charter4change.org/ and www.agendaforhumanity.org/initiatives/3861
- 12 Quotation retrieved online from: www.who.int/servicedeliverysafety/areas/people-centred-care/en/; WHO Framework on integrated people-centered health services available online: apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA69/A69_39-en.pdf?ua=1
- 13 Global Humanitarian Assistance Report 2016. (Bristol: Development Initiatives Ltd), 7. Available: <http://devinit.org/wp-content/uploads/2016/06/Global-Humanitarian-Assistance-Report-2016.pdf>
- 14 An unlikely ending: ending AIDS by 2030 without sustainable funding for the community-led response. NGO Report to the UNAIDS PCB. 2016
- 15 http://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/UNAIDS_Reference_FastTrack_Update_on_investments_en.pdf
- 16 UHC is conceptualized as ensuring all people's access to the health services they need, with sufficient quality to be effective, while protecting against the financial risk of out-of-pocket health spending.
- 17 United Nations General Assembly. Global health and foreign policy. Resolution A/67/L.36 (2012).
- 18 United Nations General Assembly. Transforming our world: the 2030 agenda for sustainable development. Resolution A/RES/70/1. http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lang=E
- 19 Rodriguez-Garcia R, Wilson D, York N, Low C, N'Jie N, Bonnel R. Evaluation of the community response to HIV and AIDS: learning from a portfolio approach. *AIDS Care*. 2013;25(Suppl 1):S7-19.
- 20 Barr D, Odetoyinbo M, Mworeko L, Greenberg J. The leadership of communities in HIV service delivery. *AIDS*. 2015;29(Suppl 2):S121-7.
- 21 Ayala, G., Santos, G.M. (2016). Will the Global HIV Response Fail Gay and Bisexual Men and Other Men Who Have Sex With Men? *JIAS*, 19: 21098.
- 22 Rodriguez-Garcia R, Bonnel R, N'Jie N, Olivier J, Pascual FB, Wodon Q. Analyzing community responses to HIV and AIDS: operational framework and typology. Washington, DC: World Bank; 2011.
- 23 <https://unstats.un.org/SDGS/Report/2016/Leaving-No-One-behind>
- 24 A. Zweynert, (2017). "Expert Views: Challenges and priorities for WHO's new director general Tedros" [Online]. Available: news.trust.org/item/20170523184027-0yr9g
- 25 World Humanitarian Summit secretariat, Restoring Humanity: Synthesis of the Consultation Process for the World Humanitarian Summit (New York: United Nations, 2015), xi. Available: reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Restoring%20Humanity-%20Synthesis%20of%20the%20Consultation%20Process%20for%20the%20World%20Humanitarian%20Summit.pdf
- 26 United Nations. One humanity: shared responsibility. Report of the Secretary-General for the World Humanitarian Summit, 2016; A/70/709. Geneva, 2016, Paragraph 149-150. Online at: reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Secretary-General%27s%20Report%20for%20WHS%202016%20-%20Advance%20Unedited%20Draft%29.pdf; Agenda for Humanity. Annex to the Report of the Secretary-General for the World Humanitarian Summit; A/70/709. Geneva, 2 February 2016. Available: www.agendaforhumanity.org/sites/default/files/AgendaforHumanity.pdf
- 27 S.S. Singh. « Le plus Local possible, comme l'International tant que de besoin : Position d'aide humanitaire internationale sur la Localisation » [en ligne]. Available: charter4change.org/2016/12/16/as-local-as-possible-as-international-as-necessary-humanitarian-aid-internationals-position-on-localisation/
- 28 S.S. Singh. "As Local as Possible, As International as Necessary: Humanitarian Aid International's Position on Localisation" [Online]. Available: charter4change.org/2016/12/16/as-local-as-possible-as-international-as-necessary-humanitarian-aid-internationals-position-on-localisation/
- 29 More information on Charter for Change and the Grand Bargain is available at: charter4change.org/ and www.agendaforhumanity.org/initiatives/3861